



Fenêtre sur le monde n°9

Renouer avec la vie : dans un monde « pas tout à fait le même, pas tout à fait un autre », parler de « nouvelle normalité » serait prématuré. De nombreux pays ont encore des plaies béantes. Ailleurs, elles sont tout fraîchement pansées. Cependant, voilà un objet nouveau de notre quotidien : le masque, qui n'est plus l'attribut des hypocrites. Sa valeur protectrice lui redonne ses lettres de noblesse. Dans le théâtre antique, le masque libérait la personne lui permettant de

s'incarner dans chaque personnage nouveau dont il avait les traits. Loin d'être un simple loisir, ce théâtre était l'outil d'éducation de la conscience du citoyen. Citoyens et travailleurs éduqués, informés et combatifs, nous ne voulons pas que l'air fétide d'un monde rétrograde et figé pollue nos poumons. Nous voulons un nouveau souffle. Au nom du souffle de cet homme, stoppé net par la violence extrême d'un genou criminel. Au nom de tous ces souffles, aimés ou inconnus, affaiblis, haletants ou anéantis par une pandémie ennemie des poumons. Nous sommes tous ces souffles démultipliés. Aucun prétexte de crise n'arrêtera notre souffle puissant. Nous revendiquons « le droit universel à la respiration », droit révolutionnaire du monde nouveau que nous aspirons à construire.



Organisation Internationale du Travail (OIT)

Les travailleurs et leurs syndicats face à la crise sociale qui émergera de la COVID19

« Protection sociale pour tout le monde, ici et maintenant » est le remède, selon Catelene Passchier, présidente du Groupe des Travailleurs au sein de l'organisation internationale tripartite (États-employeurs-syndicats des travailleurs). Son interview du 29 mai sur le site de l'OIT vaut la peine d'être lue intégralement. Nous en donnons ci-dessous quelques extraits.

Pour donner son appréciation de l'impact de la pandémie sur les travailleurs, Catelene Passchier commence par les travailleurs du commerce de détail, de l'alimentation et du transport, qui ont affronté les plus grands risques mais dont la santé et la sécurité au travail ont été insuffisamment protégées. « En même temps, des millions de travailleurs informels ou précaires ont souffert du confinement et ont payé un lourd tribut, car ils ont perdu leur emploi et leur gagne-pain sans bénéficier de protection ou de sécurité sociale. C'est pourquoi il existe un besoin urgent de protection sociale universelle, avec des investissements majeurs pour son financement ».



Catelene Passchier n'oublie pas les femmes, dont de nombreuses migrantes, qui ont été « les héroïnes » de la crise, sans que les discriminations liées au genre cessent ; au contraire, ces femmes sont maintenant sur le point de perdre leur emploi, étant les premières licenciées quand les entreprises ferment pour cause de crise.

Comme les violences domestiques ont augmenté pendant la crise, « il est clair que tout ensemble de mesures concernant les conséquences de la crise doit inclure un volet consacré au genre ».

L'OIT plaide pour le renforcement des services publics, car « des décennies d'austérité et de politiques néo-libérales ont rendu ces services incapables d'une réponse adéquate à la crise ». Il faut d'énormes investissements pour garantir l'accès universel, mais il faut aussi que ces services bénéficient des emplois nécessaires en nombre suffisant et que les droits de leurs travailleurs y soient respectés, à commencer par leurs salaires.

Ce qui inquiète en premier lieu l'OIT c'est le sort des jeunes travailleurs (cf. *Fenêtre* n°4), car les statistiques sont un choc, au point de parler d'une « génération confinement » qui ne se limite pas aux jeunes du secteur informel ou des « petits boulots ». Les syndicats de plusieurs pays alertent sur la montée de la précarité et des formes d'auto-entrepreneuriat. C'est pourquoi l'OIT doit prendre les devants et appliquer les préconisations de la déclaration de son centenaire (2019) qui concerne les droits de tous les travailleurs, quelle que soit la forme de leur emploi.

Les migrants sont parmi les travailleurs qui subissent la double ou triple peine : leur statut les prive très souvent de protection sociale et les expose à des pressions qui mettent en danger leur vie. L'OIT a reçu des signalements concernant des menaces contre ces travailleurs (cf. notre *Fenêtre* n°8 pour l'Italie où les syndicats ont fait un recours à l'OIT) dans des secteurs non essentiels comme la logistique. L'OIT le souligne : « le travail n'est pas une marchandise », les humains non plus.

La façon dont le télétravail a été mis en place a affecté les travailleurs, leurs droits et leurs conditions de travail. L'OIT entend s'emparer de cette forme de travail, pour que ce ne soit pas une zone de non droit.

Quand on lui demande comment elle voit le rôle de l'OIT dans un effort multilatéral pour atténuer les effets dévastateurs de la COVID19, Catelene Passchier n'hésite pas : « on ne peut pas revenir au *business as usual*. C'est le moment de rappeler que la justice sociale et la lutte contre les inégalités doivent être la première priorité, et que les gouvernements ont un rôle central pour répondre à la crise de l'emploi et ses retombées, la famine et la contestation sociale », qui résulteront des licenciements et faillites de petites entreprises.

Catelene Passchier fait un rapprochement assez parlant avec la situation de 1919, quand, au sortir de la dévastation de la Première guerre mondiale, l'OIT a été créée.

« Les syndicats du monde entier appellent à un nouveau contrat social » pour « se relever d'une crise aussi dévastatrice que la COVID19 ». De plus en plus de syndicats dans plusieurs pays se lèvent pour les droits et la protection des travailleurs et réclament la place qui leur revient dans la table des négociations et des décisions concernant les plans de relance. Mais l'OIT souligne bien que c'est le système tout entier qui doit changer : le « dialogue social » doit être la boussole et les trois « parties », gouvernements, employeurs et syndicats des travailleurs, doivent jouer à armes égales.

La France est membre de l'OIT, mais, malgré le fait que le français est l'une de ses trois langues officielles, les responsables français ne s'embarrassent manifestement pas de lire ses analyses et de tenir compte de ses recommandations. Ou bien ils confondent le mot « dialogue » avec le mot « monologue ».

https://www.ilo.org/actrav/media-center/news/WCMS_746322/lang--en/index.htm

Amérique latine

Rouvrir les établissements scolaires et universitaires en toute sécurité

Le comité syndical régional latino-américain de l'éducation a rendu publiques, le 20 mai, ses conditions pour cette réouverture, tandis que le sous-continent devient, avec les États-Unis, le nouvel épicode de la pandémie.

La déclaration commune des responsables syndicaux latino-américains, publiée sur le site de l'Internationale de l'éducation (IE) Amérique latine, commence par dénoncer avec la plus grande vigueur les politiques néolibérales « imposées ces dernières décennies dans la plupart des pays de l'Amérique latine, ainsi que les conséquences de ces mesures, avec les systèmes de santé et d'éducation affaiblis et inégaux au plus haut point », dont résulte la difficulté actuelle à faire face à l'urgence créée par la pandémie. Les syndicats dénoncent aussi le fait que les États ont privilégié l'économie et les intérêts des entreprises,

et négligé la protection de la santé de la population. Ce sont ces mêmes intérêts économiques qui font pression pour rouvrir les établissements n'importe comment : les syndicats leur envoient un message avec cette liste exhaustive d'exigences à respecter et revendiquent leur place dans la prise des décisions, en plaçant en tête des exigences la demande que les gouvernements déterminent *avec eux* les étapes de réouverture.

L'infrastructure est indispensable pour une réouverture en sécurité : accès à l'eau, au savon, aération des locaux suffisants etc. « C'est inadmissible que des pays comme la Colombie ou le Chili, profondément impactés par la pandémie, consacrent encore leurs maigres ressources publiques pour subventionner le commerce des entreprises privées liées au commerce des évaluations », s'indignent les syndicats qui demandent aussi des protocoles stricts pour le transport scolaire et un renforcement de la restauration scolaire, étant donné la faim qui frappe de nombreuses familles.

L'enseignement virtuel devient un enjeu crucial dans le sous-continent où la privatisation de l'éducation est une menace montante. Par manque de moyens, et sous prétexte de pandémie, les plateformes en ligne sont celles des opérateurs privés : les syndicats demandent une réaffectation des ressources qui ne doivent pas alimenter le secteur lucratif. Organiser l'éducation à distance et ses modalités doit être la tâche des universités et de la recherche publiques.

Comme dans d'autres endroits du monde, mais plus encore dans ces pays tourmentés où le souvenir des dictatures militaires est toujours présent, il faut des garanties de protection des droits des travailleurs de l'éducation au sens large, dont le dévouement en ces temps extrêmes n'est plus à démontrer.



Les syndicats ajoutent à leurs conditions sur l'éducation une série de mesures d'ordre général que les États doivent appliquer pour prendre soin de la population éprouvée : réforme fiscale, développement des services publics et des PME qui généreront des emplois et réduiront le chômage, garanties que le privé ne va pas licencier et qu'il respectera les accords salariaux, mise en place d'un revenu permettant à tous de satisfaire les besoins vitaux, annulation des dettes publiques et réaffectation des ressources à la santé, l'emploi et l'éducation publique.

<http://www.ei-ie-al.org/noticias/organizaciones-sindicales-del-sector-educacion-manifiestan-condiciones-minimas-para-la>

Argentine

Recherche publique : durement frappée par la pandémie, mais toujours debout et engagée à la combattre

Nous apprenons grâce à la CONADU, notre fédération syndicale ESR partenaire à l'IE, que la recherche publique argentine ne chôme pas en cette période de pandémie. Afin de subvenir aux besoins d'équipements sanitaires, surtout de respirateurs de haut niveau pour les cas graves de COVID19, la faculté des sciences de l'ingénieur de l'université publique UNICEN (*Universidad Nacional del Centro*) a mis au point un respirateur artificiel utilisant des composants et des technologies locales. Fièrement montré à la presse par nos collègues masqués comme il se doit, il sera homologué par l'INTI (*Instituto Nacional de Tecnología Industrial*) pour être commercialisé.

Pourquoi la CONADU le signale-t-elle avec une telle fierté ? Parce que cet exploit, de produire localement un instrument de haute technologie qui coûte 1/10 de son prix « commercial » sur le « libre marché », est le produit des efforts d'une université publique, ce qu'aucune institution privée ne pourrait réaliser avec tant de rapidité, de perfection, mais aussi d'abnégation de la part des collègues qui se sont engagés pour le bien du pays.

Rappelons que l'IE, avec les syndicats ESR latino-américains, a publié récemment les résultats d'une recherche accablante sur la privatisation de l'ESR en Amérique latine, qui s'accélère.

Cette étude est à lire ici :

https://ei-ie-al.org/sites/default/files/docs/privatizacion_de_la_universidad_in_america_latina.pdf

http://www.periferiaciencia.com.ar/noticia.php?n=969&fbclid=IwAR011CvCXgyxin9x_q3gJqDiOtBqQH-faT5Z7xm6V60k8kv7TBKaT2zq1r7k

Australie

Honte aux universités qui refusent de signer le plan de relance proposé par la NTEU !

Dans notre *Fenêtre* n°8, nous avons relaté les mobilisations de nos collègues australiens et de leur syndicat, la *National Tertiary Education Union* (NTEU), notre organisation partenaire à l'IE. Tenant les deux bouts, manifestations et négociations, la NTEU avait élaboré un plan de relance destiné à sauver dans l'immédiat quelques 12.000 emplois. Les universités étant exclues du plan gouvernemental *JobKeeper* destiné aux entreprises, le syndicat fait tout pour éviter l'hécatombe.

Mais voilà que les universités ne sont pas toutes prêtes à négocier et à signer le plan. Plusieurs dénonciations par des membres ou sympathisants de la NTEU sur Twitter montrent la difficulté de faire accepter le plan aux établissements. Le syndicat, comme la Confédération des syndicats australiens (interprofessionnelle) dénoncent par ailleurs le fait que le gouvernement, qui a « trouvé » sous le tapis 60 milliards de \$ supplémentaires, ne les affecte toujours pas à l'ESR, ce qui le rend complice des licenciements.

Le slogan central de la NTEU, « Dan, fais ton travail », est relayé par les collègues en colère. La Confédération dénonce pour sa part la non utilisation des fonds supplémentaires qui ne sont pas « une épargne »,

mais de l'argent qui manque aux travailleurs. Le gouvernement refuse pourtant de changer les règles et de les affecter à *JobKeeper* en y faisant entrer l'ESR. Mais les universités privées, considérées comme des entreprises commerciales, y sont admises !

« Ces patrons d'universités sont une honte. Ils refusent le plan de la NTEU pour pouvoir licencier », dit un collègue. Et un autre pense que ces managers se soucient bien plus de leurs salaires mirobolants que de leurs personnels. « Nous avons besoin d'un système national universitaire avec un financement public dédié », dit un autre. Ceux qui ont déjà perdu leur emploi ont été défendus et soutenus individuellement par le syndicat : ils appellent à le rejoindre.

La NTEU ironise dans un tweet : « il existe 60 milliards de \$ de raisons d'étendre *JobKeeper* aux universités. Si Dan Tehan Wannan [le ministre] pense que les universités privées peuvent y avoir accès, pourquoi pas les universités publiques ? ». Ou encore : « comment dépenser une petite partie des 60 milliards de \$? Sauver des dizaines de milliers d'emplois universitaires ».

Si les internautes et les syndicalistes s'en donnent à cœur joie en raillant « l'erreur » du gouvernement qui a « découvert » l'existence de cette somme dans un tiroir, les universités continuent de licencier et les manifestations se multiplient. Une collègue poste une vidéo : « comme d'autres travailleurs, nous avons des factures à payer, mais nous ne sommes tout simplement pas soutenus par le gouvernement ».

Cerise sur le gâteau : Alison Barnes, la présidente de la NTEU, révèle dans un tweet le 28 mai que les universités qui ont refusé l'inspection de leurs finances durant la crise, sont les premières à annoncer des restructurations et des licenciements de leurs personnels.

https://twitter.com/NTEUNational?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eembeddedtimeline%7Ctwtterm%5Eprofile%3AANTEUNational&ref_url=http%3A%2F%2Fwww.nteu.org.au%2F



États-Unis

« Restez chez vous, protégez des vies » : comment faire, quand les expulsions recommencent ?

La crise des *subprimes* de 2008 a conduit des millions de personnes à perdre leur maison, victimes des banques et de leurs crédits toxiques. Il s'agissait alors de propriétaires, personnes aux revenus moyens ou faibles qui ont trouvé l'occasion de réaliser le « rêve américain » en possédant enfin leur petit chez eux. Mais aujourd'hui ce qui menace le pays est une crise du logement encore plus grave, qui concerne encore plus de personnes et qui met en évidence encore une fois l'absence d'état social et de véritable

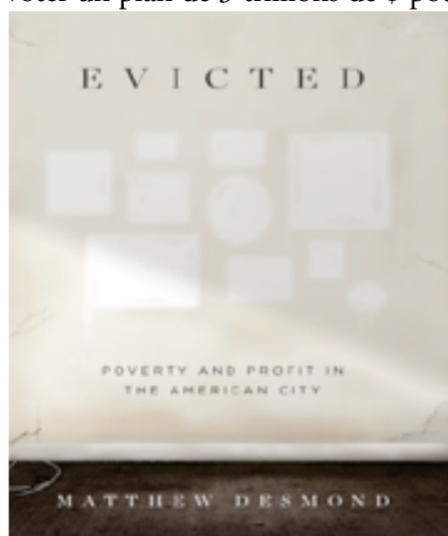
politique du logement. Dans une économie de « marché libre », les locataires vont payer très cher la crise économique et la perte de leur emploi pour cause de COVID19.

Les États commencent à rouvrir, et les expulsions locatives, mises en sommeil pour cause de confinement, recommencent. Selon l'article du *New York Times* du 27 mai, les locataires ont épuisé leurs dernières économies pour payer leur loyer jusqu'à aujourd'hui, même s'ils ont perdu leur emploi. Mais les ménages modestes n'ont plus d'économies, et les loyers sont chers. « Les aides gouvernementales ont un peu aidé, ainsi que les arrêtés de suspendre les expulsions locatives dans plusieurs villes. Mais les expulsions vont bientôt être autorisées dans la moitié des États », selon une experte en politiques d'expulsion locative du *Columbia Law School*, qui voit arriver très vite « une avalanche d'expulsions d'un bout à l'autre du pays ».

Le *New York Times* rapporte certains cas caractéristiques : Sandy Naffah, la cinquantaine, a perdu ses deux emplois (soutien scolaire et consultante beauté dans un centre commercial), car le confinement a provoqué la faillite des entreprises. Elle attend les indemnités, mais, comme nous l'avons relaté dans notre *Fenêtre* n°8, elles mettent beaucoup de temps à arriver. Elle pense vivre dans la situation « d'une horloge qui fait tic-tac » et la rapproche du jour fatidique où elle retrouvera ses affaires empilées sur le trottoir. Très peu d'États ont des législations protectrices des locataires. Et si, pendant le confinement strict, les propriétaires ne pensaient pas à mettre dehors les locataires, en partie à cause de la difficulté d'en trouver de nouveaux, maintenant que les audiences recommencent dans les tribunaux, les shérifs vont aussi recommencer à placarder des arrêtés d'expulsion sur les portes des logements.

Le pays a dépassé les 100.000 morts, et, malgré la « réouverture de l'économie » si chère à Trump et à ses amis milliardaires, être à la rue ou dans un refuge de sans-abris expose les personnes à la contamination et risque de faire encore augmenter le nombre de vies sacrifiées. Sans parler des cas, nombreux, de femmes fuyant les violences domestiques (cf. notre *Fenêtre* n°8), comme Christie Wilson, 37 ans, qui témoigne dans l'article du *New York Times* et qui venait de retrouver un logement et un emploi pour un nouveau départ, quand la COVID19 a explosé sa vie : licenciement, pas de revenus, menace d'expulsion car « l'agence propriétaire de l'appartement a suivi le protocole ». Christie a été orientée vers des associations de défense des locataires pour ne pas finir au refuge des sans-abris, sa terreur, car « les tests y ont montré un fort taux de contamination » dû à la promiscuité.

Matthew Desmond, sociologue à Princeton et auteur d'un livre intitulé *Evicted : poverty and profit in the American city* (prix Pulitzer 2017) recense les cas d'expulsions locatives dans tout le pays. Il pense que, s'il n'y a pas d'intervention, la vague des sans-logement ne sera pas évitée. Mais le logement est aussi un enjeu politique et les Républicains ont critiqué récemment une proposition des Démocrates à la Chambre des représentants de voter un plan de 3 trillions de \$ pour soulager les locataires.



<https://evictionlab.org/>

Ce laboratoire travaille sur les politiques du logement et fournit des données statistiques, ainsi que des ressources communautaires dans une page intitulée *Just Shelter*, où l'on peut trouver les coordonnées des plus de 600 associations qui travaillent à préserver le logement social, à réduire le nombre des sans-abris et empêcher les expulsions. Les collègues ont fait un travail minutieux de recensement des politiques relatives au logement et aux expulsions par temps de COVID19, avec des cartes interactives et des analyses des législations des États. De plus, leur site est bilingue, pour faciliter la vie des Latinos.

C'est vrai que les propriétaires ont aussi des familles à nourrir, des factures (et des crédits) à payer, et que souvent ce ne sont pas des riches. Mais la réalité est qu'ils sont pressés par les banques qui ont à répondre à des investisseurs. Un système où le logement est un investissement et non un besoin humain : on y place un capital, on attend que cela rapporte. Sans avoir jamais vu à quoi ressemble le locataire qui habite dans ce « bien » qu'on possède...

Stephen Jenkins, 64 ans, et son épouse, ont tous deux perdu leur emploi pour cause de confinement. Ils ont demandé au propriétaire un délai jusqu'à ce qu'ils touchent « leur chèque de Sécurité sociale ». Mais celui-ci, qui n'a pas répondu aux questions du *New York Times*, a entamé la procédure. L'audience est fixée pour la première semaine de juin. Stephen dit avoir des insomnies depuis mars : « je me réveille trois fois par nuit et je pense à ce qui nous arrivera demain ».

Victimes de la COVID19 ? De la crise ? Ou bien d'un système de « liberté » qui ne se soucie gère des besoins humains vitaux ? Comment peut-on vivre « libre » sans satisfaction de ces besoins ?

https://www.nytimes.com/2020/05/27/us/coronavirus-evictions-renters.html?campaign_id=154&emc=edit_cb_20200527&instance_id=18864&nl=coronavirus-briefing®i_id=118678500&segment_id=29355&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8

Tout un pays révolté et les syndicats engagés contre la violence raciste

À Minneapolis, où la mort de George Floyd, un Afro-américain d'une quarantaine d'années violenté par la police lors de son arrestation, provoque des réactions et manifestations enflammées, les syndicats, à commencer par ceux des transports publics, s'engagent aux côtés des manifestants pour réclamer la fin des violences racistes et un nouvel Acte de Droits Civiques protecteur de tous, quelles que soient leur couleur de peau, leur religion ou leur origine.

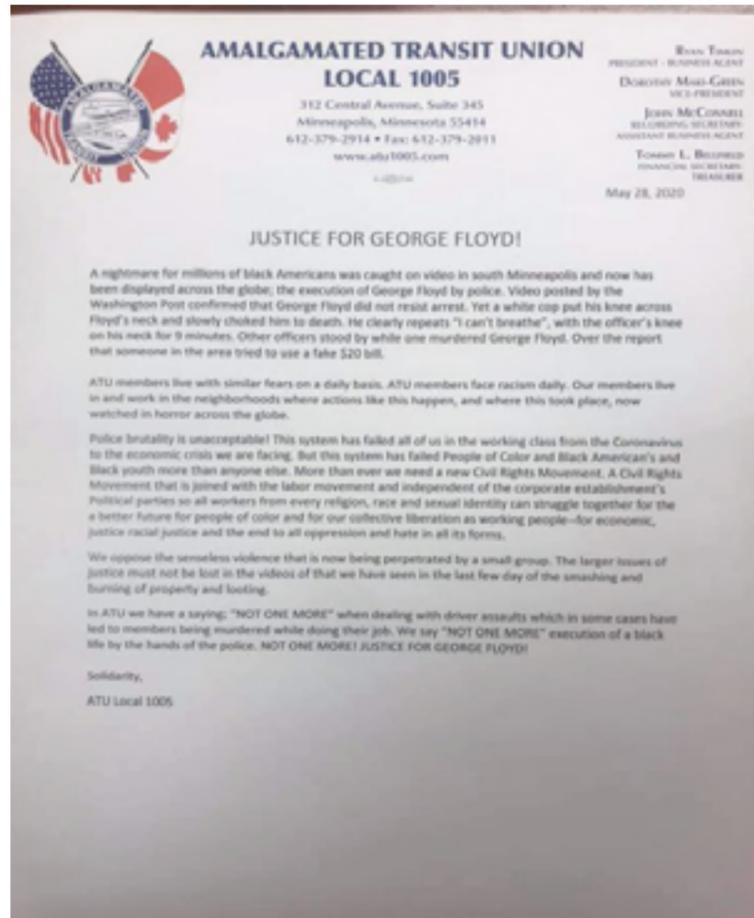
Spontanément, les membres du syndicat des transports publics locaux ont refusé de mettre leurs bus au service de la police : ils n'ont pas voulu transporter des manifestants arrêtés, ni des policiers qui allaient attaquer les protestataires. L'un d'entre eux, pendant un moment de repos, a créé une pétition sur Facebook : grand succès. Plusieurs syndicats, y compris ceux des enseignants, se sont montrés solidaires et ont réclamé justice.

Le communiqué du syndicat local de transports publics montre que ces travailleurs, déjà affrontant le risque de contagion par la COVID19 mais assurant leur mission de service public, ne veulent pas être des auxiliaires de la police.

Minneapolis est une ville très étendue, avec sa *Twin city* St. Paul. À part une ligne que les locaux appellent fièrement « métro » (la société des transports locale s'appelle *Metro Transit*) mais qui est en fait une sorte de tramway, le transport est assuré par de très nombreux bus parcourant les quartiers. Cela donne encore plus de poids à l'action des syndicats, qui ont à cœur d'assurer ce service indispensable surtout pour les habitants vivant loin du centre. Ces communautés sont celles qui souffrent de discriminations racistes, et maintenant de la pandémie.

Lien vers la pétition des travailleurs des transports de Minneapolis :

https://docs.google.com/forms/d/10VQ0Y8Iv5Kywuk1xPqdqmwDjwnyLW0mZzrk2cCBx1Lc/viewform?edit_requested=true



« Deux crises convulsent une nation : la pandémie et la violence policière »

C'est le titre d'un article du *New York Times* du 31 mai, consacré en grande partie à Minneapolis. Ce sont deux « fléaux », dont l'un, la pandémie, pourrait à terme être stoppé ou même disparaître grâce à la recherche scientifique qui mettrait à disposition des traitements et vaccins. C'est la différence essentielle entre les deux : cité par le *New York Times*, Rashawn Ray, sociologue à la *Brookings Institution*, explique qu'il « n'existe pas un endroit des États-Unis où le racisme n'ait pas une place significative dans la vie de chacun ». C'est pourquoi le pessimisme sur la persistance du deuxième fléau, qui sape les fondements de la société.

L'exaspération face au racisme est aussi sociale. Ce ne sont plus seulement les syndicats qui alertent sur ce point, ils sont rejoints par nombre d'acteurs de la société civile, porte-paroles de divers groupes ou communautés, y compris religieux.

Un pasteur de Minneapolis, immergé dans le quartier où George Floyd s'est fait assassiné, explique que les jeunes de ces communautés, qui cumulaient des emplois à temps partiel dans la « nouvelle économie » numérique, ont été licenciés et donc privés de couverture maladie s'ils attrapent la COVID19. Ces travailleurs de l'ère faussement appelée « moderne » ne sont pas, selon le pasteur, des inconscients quand ils descendent manifester en pleine pandémie : « j'ai entendu des messages de membres des communautés qui délibéraient si oui ou non ils iraient manifester ; ils ne veulent ni attraper, ni propager la COVID19. Mais ils ont le profond sentiment qu'il faut faire quelque chose car leur cité est en feu ». Heureusement, les masques ou bandanas protègent des deux : de la COVID19 et des lacrymogènes.

Les syndicats de plusieurs villes où des manifestations se sont déroulées ont pris la même décision que ceux de Minneapolis : « nous transportons des familles, des étudiants, des travailleurs; nous ne sommes pas au service de la police, mais de la population ». Le COVID19 a frappé inégalement cette population, les Afro-américains ont déjà payé un lourd tribut. Maintenant, ils affrontent la résurgence du racisme d'État, attisé par Trump avec ses tweets plus que douteux.

Quand Trump va jouer au golf, les riverains manifestent devant le green pour dénoncer les plus de 100.000 morts. Ils ont aussi déployé une banderole de dénonciation devant l'hôtel de luxe de Trump. Aux morts par COVID19 s'ajoute maintenant la violence raciste. Mais Trump continue de ne rien voir, accuse « l'extrême-gauche » de violences et, pour ne pas entendre les manifestants sous ses fenêtres de la Maison Blanche, quitte ses appartements pour un « abri » où ses agents secrets le protègent.



Une manifestante de Minneapolis s'exprime ainsi dans le *New York Times* : « c'est une douleur collective qui se répand largement. Ce que nous sommes, comme peuple, est plus grand que le risque encouru quand nous sommes ici, dehors. C'est urgent. Cela ne concerne pas nos vies individuelles comme Noirs, cela concerne nos futurs et nos enfants ».



Les citoyens en ont assez ! Les derniers mots de George Floyd, « *I can't breathe !* » (je ne peux pas respirer !) sont devenus le symbole d'une situation irrespirable de tout point de vue : la COVID19 attaque les poumons et prive les malades de respiration, tandis que la violence raciste et l'incurie de l'administration Trump étouffent la société qui se révolte.

https://www.vice.com/en_us/article/bv8zaw/minneapolis-bus-drivers-refuse-to-transport-george-floyd-protesters-to-jail

<https://www.leftvoice.org/minneapolis-bus-drivers-refuse-to-cooperate-with-cops>

https://www.nytimes.com/2020/05/31/us/george-floyd-protests-coronavirus.html?action=click&algo=combo_lda_unique_clicks_decay_6_50_ranks&block=more_in_recirc&fallback=false&imp_id=123040658&impression_id=427049233&index=0&pgtype=Article®ion=footer

« George Floyd a été tué par le commissariat de police de mon quartier »

C'est le titre d'un témoignage poignant et fort d'une riveraine (blanche) de Minneapolis. Elle y décrit l'attitude des policiers de ce commissariat, auxquels elle a eu à faire pour des questions de drogue devant sa maison et qui lui ont fait comprendre qu'elle habitait dans « le mauvais quartier » (i.e. avec une population mélangée et populaire). « La vie a été drainée hors du visage de George en temps réel », et les policiers « sont partis comme s'ils parlaient de Burger King après déjeuner ». Racisme et mépris de classe, dit cette habitante. « Ces hommes ne sont pas une anomalie ».

Le Mississippi qui coule majestueux sous les ponts de Minneapolis et a fait sa grandeur de cité industrielle avec ses moulins réputés ne suffira pas pour effacer le sang versé et éteindre l'incendie.

<https://blog.usejournal.com/george-floyd-was-killed-by-my-police-precinct-62647237d5dd>

L'association *Jewish Voice for Peace* soutient la lutte pour la justice avec sa belle affiche.



Une lettre ouverte internationale en ligne contre le racisme et la brutalité policière est en cours de signature et sera publiée dans les grands journaux et sites d'information états-uniens quand ses initiateurs auront récolté un nombre significatif de signatures de plusieurs pays du monde. Le 2 juin, le compteur n'était pas loin du million : 914.066 signatures.

https://secure.avaaz.org/campaign/en/george_floyd_loc/?fRURqnb

Grèce

L'université en prison : la fin heureuse de l'histoire

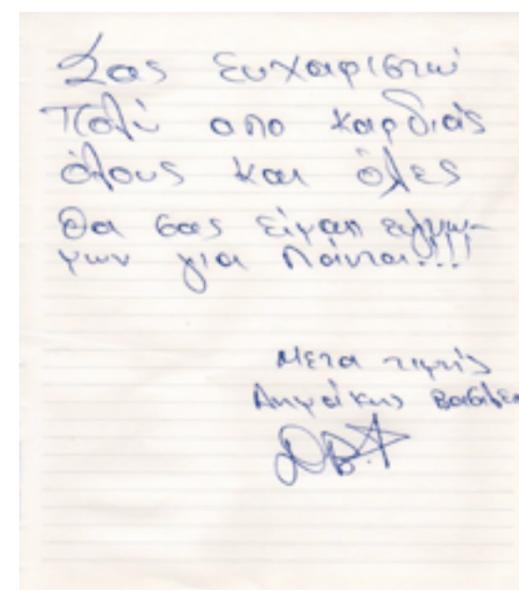
Le prisonnier étudiant en sciences politiques de l'Université d'Athènes pourra enfin retrouver ses « chères études », après un parcours du combattant et une grève de la faim. Nous avons suivi son combat dans nos *Fenêtres* n°6 et n°7. Nous l'avons laissé en suspens, transféré comme il le demandait dans la prison de Korydallos, d'où il n'aurait jamais dû partir. Son transfert en province était en fait une sanction pour avoir protesté contre le manque de protection des prisonniers face à la pandémie. De retour à Korydallos, il ne pouvait pas reprendre ses études et était isolé, malgré le fait qu'il n'avait pas été contaminé par la COVID19.

Le 28 mai, c'est enfin le grand jour : Vassilis Dimakis retrouve sa cellule habituelle, car l'administration pénitentiaire a reconnu qu'il n'y avait aucune raison de le maintenir « comme en quarantaine », puisqu'il n'était ni malade, ni contagieux. La seule raison du cafouillage qui a permis encore une fois de douter de la possibilité de faire des études universitaires en prison, c'était que la Secrétaire d'État en charge de l'anti-criminalité avait donné des ordres d'isoler le prisonnier. Elle n'a pas reconnu son erreur, mais c'est le résultat qui compte. L'avocat de Dimakis a annoncé, heureux, à la presse : « Vassilis a enfin bu un verre d'eau dans sa cellule », comme s'il voulait avec cet acte symbolique signifier son retour à la vie.

Les autres prisonniers ont accueilli Dimakis avec des manifestations de joie. Ses condisciples et enseignants, qui s'étaient mobilisés pour le défendre, sont aussi heureux de pouvoir poursuivre avec lui, même si c'est à distance. Les responsables de l'enseignement en milieu carcéral parlent d'une victoire de la démocratie, de la sagesse et, surtout, de l'éducation en prison. La presse publie le petit mot que Dimakis a écrit pour remercier les milliers de personnes qui l'ont aidé.

Vos traducteurs automatiques en ligne pourront enfin avoir le sourire !

https://www.efsyn.gr/ellada/dikaiosyni/245367_epiteloys-ipie-nero-sto-keli-toy



Ministère, universités, enseignants et, au bout, les étudiants : pourquoi est-ce si difficile d'organiser correctement les examens de fin d'année ?

Qui doit donner des instructions pour que les étudiants puissent valider leur année en passant leurs examens ? Le ministère ne dit rien, et cette absence de ligne directrice provoque un grand désordre dont les victimes sont en grande partie les étudiants, qui sont doublement pénalisés, car les cours ont été interrompus pour cause de COVID19 et ont continué (ou non) en mode virtuel.

Le ministère étant aux abonnés absents, les Prytanes (titre des Présidents des universités grecques) se retournent vers... les enseignants. La presse parle de « transformation des universités en tour de Babel », où chacun parle une langue différente. De plus, quand certaines universités ou départements comptent commencer la période des examens début juin, le calendrier des épreuves n'est pas encore connu le 26 mai.

Les étudiants souhaitent partout des examens en présentiel, avec les mesures de sécurité correspondantes. Si ce n'est pas possible, ou si certains étudiants ne peuvent pas être présents, la demande, somme toute assez logique, est la validation de l'année suite à un devoir par discipline.

Par endroits, comme dans la Faculté de philosophie de l'Université d'Athènes, les négociations ont bien abouti à la satisfaction de cette demande. Mais ailleurs on trouve tous les cas de figure possibles, notamment des variantes d'examens en ligne, sans garantie de bonne connexion ou d'égalité de traitement, et sans sécurité pour les données personnelles des étudiants.

Certains établissements (ou enseignants isolés) ont demandé à leurs étudiants de signer une « décharge », seule condition pour organiser des examens en présentiel. Cela faisait porter la responsabilité individuellement à chaque étudiant. Un chantage qui se résumait à « soit vous perdez votre semestre, soit vous mettez en danger votre santé et celle de votre famille ». Comme c'est complètement illégal, les étudiants se sont plaints et la mesure n'a pas été appliquée.

La situation la plus inquiétante est celle des étudiants de dernière année, qui espéraient enfin obtenir leur diplôme, ainsi que des disciplines expérimentales où le « virtuel » n'est pas possible. Pour les étudiants en médecine c'est encore pire : en ORL, quand ils se sont présentés à leur examen à la clinique universitaire, on ne leur a même pas donné des équipements de protection !

Universités, enseignants et étudiants s'accordent à dire que la responsabilité incombe au ministère. C'est sa défaillance qui rend la situation confuse et compromet une promotion d'étudiants déjà éprouvée par la crise de la COVID19 et dont l'avenir professionnel s'annonce incertain.

https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/245009_mpahalo-me-ta-mathimata-kai-tin-exetastiki-sta-panepistimia

Italie

Les précaires de l'ESR écrivent à leur ministre :

« le décret relance ne suffit pas, c'est toute l'université qui doit changer »

Un collectif appelé *piattaforma UniCOVID2020* de différentes catégories de précaires (doctorants, post-doctorants, CDD, *assegniste di ricerca* [chercheurs précaires rémunérés sur bourses]), qui, comme ils l'indiquent d'emblée, n'ont jamais interrompu leur travail scientifique ou leurs enseignements pendant le confinement même dans l'incertitude la plus totale quant à leur rémunération, parfois même en travaillant bénévolement, sont maintenant à bout et veulent faire entendre leurs propositions pour une juste reconnaissance de leur contribution à la recherche et à l'enseignement.

Le confinement a privé la plupart des chercheurs, y compris les précaires, d'accès aux laboratoires, terrains, archives et bibliothèques essentiels pour leur travail. Les précaires pensent pourtant que la COVID19 n'a fait que « lever le voile » sur leur condition intolérable, surtout quand la recherche scientifique est mise en valeur dans le discours public et politique. Selon leur calcul, 70.000 personnes sont concernées, mais 90% d'entre elles seront exclues du système à terme, malgré leur investissement professionnel. C'est pourquoi ils veulent que le « décret relance » tienne compte d'eux.

La première mesure sera la réaffectation à l'ESR des 1,5 milliards d'€ pour les 3 ans à venir, qui devaient être accordés depuis décembre dernier mais ne l'ont pas été. C'est certes un premier pas, mais le désinvestissement public est tel qu'il ne sera pas couvert. Les précaires pointent surtout le manque d'argent pour les postes : il faut remplacer les 16.000 postes perdus depuis 2010 et les 12.000 départs à la retraite dans les 5 ans à venir.



Sans surprise, les précaires soulignent les inégalités qui, si elles sont déjà présentes pour les titulaires, prennent des dimensions plus dramatiques chez eux, en premier lieu les inégalités de genre, exacerbées pendant la pandémie. Ils s'inquiètent aussi, comme en France, de la prolongation ou du renouvellement des contrats, et de la situation juridique ambiguë de plusieurs d'entre eux qui rend difficile l'accès aux aides sociales post-pandémiques. Le décret prévoit l'extension du cumul maximum de contrats précaires, qui pourra aller jusqu'à 13 ans mais sans certitude de stabilisation à la fin de cette longue période.

La lettre revendique de profonds changements pour l'ESR italien, mais aussi, sur le court terme, des mesures urgentes. Le précaire académique est certes endémique en Italie, mais la pandémie met en difficulté trop de personnes et demande des fonds d'aides spéciaux, qui ne pourront pas être détournés pour d'autres besoins, s'ils sont destinés aux précaires : il faut que le ministre s'engage.

Les précaires insistent aussi sur le besoin de renforcer leurs droits et leur protection sociale : congés maternité et paternité, garantie d'indemnisation entre deux périodes travaillées, protection des femmes précaires contre les violences et places pour elles dans les refuges etc. Les inégalités entre établissements du nord et du sud doivent cesser, avec une juste répartition du Fonds de financement ordinaire selon les besoins, et non selon « l'excellence ».

Pour les doctorants, il faut une prolongation d'au moins trois mois (et non deux comme il est prévu dans le décret) non seulement pour les 60% qui sont en fin de thèse, mais pour tous ceux dont la pandémie a retardé les travaux et qui ont eu des difficultés de suivre les cours. Et pour ceux qui n'ont pas encore commencé, il faut une extension de l'examen des demandes de contrats doctoraux, terminé officiellement le 8 mai.

Toutes ces mesures nécessaires et urgentes ne pourront pas être ignorées par le gouvernement.

Travailler « bénévolement » ne doit pas être accepté sous prétexte de remédier à la crise.

<https://ilmanifesto.it/il-decreto-rilancio-non-basta-tutta-luniversita-deve-cambiare-lettera-aperta-al-ministro-manfredi/>

Nouvelle-Zélande

« La massacre des précaires à l'Université Massey nous concerne tous »

Un communiqué de la TEU (*Tertiary Education Union*), notre syndicat néozélandais partenaire à l'IE, publié le 28 mai, dénonce la décision de l'Université Massey de supprimer toute dépense consacrée aux précaires pour le reste de l'année 2020 dans la faculté des sciences. La *Business School* de la même université a, quant à elle, décidé de réduire ces dépenses de 50%. L'université en question repose en grande partie sur le travail de ses précaires. Cette mesure sera dévastatrice pour les catégories les plus vulnérables, Maori et Pasifika, et pour ceux qui ont des familles à nourrir. Les étudiants seront hautement pénalisés.

La TEU souligne que l'austérité n'est pas nouvelle, mais elle est aggravée par la crise de la COVID19. Le système s'est servi pendant longtemps des étudiants, notamment internationaux, comme des vaches à lait. Mais maintenant ils ne seront plus là et Massey perd une très importante partie de son budget. Les précaires en paieront les frais. Cependant, selon la TEU, les titulaires seront aussi victimes de ce système car qui fera le travail quand les précaires seront licenciés ? Cela reposera sur les titulaires qui travailleront plus et avec plus de stress, au point de craindre la rupture. Le système public d'une ESR de qualité se trouve sérieusement érodé.

Le gouvernement néo-zélandais a clairement dit que les établissements de l'ESR, comme tout autre employeur du pays, doivent prendre soin de leurs personnels. Mais des établissements comme l'université Massey n'en ont cure. La TEU appelle à un sursaut national pour affronter les effets de la COVID19.

Mais pour ce faire, les établissements doivent jouer le jeu. Rien n'est moins sûr, car ils sont autonomes et largement autofinancés, comme en Australie (cf. *Fenêtre* n°8). C'est le rapport des forces qui les y conduira.

<https://teu.ac.nz/news/masseys-massacre-of-casuals-will-impact-on-all>



Philippines

Exigeons des règles strictes et uniformes pour la réouverture des universités

L'*Alliance of Concerned Teachers* (ACT), notre syndicat partenaire à l'IE, dont nous avons relaté les actions (et les déboires avec le gouvernement autoritaire de Rodrigo Duterte) dans nos *Fenêtres* n°1 et 2, se heurte à des instructions contradictoires du gouvernement sur la réouverture des universités publiques, qui mettent les personnels et les étudiants en danger. L'ACT fustige ces volte-face qui créent la confusion et le stress psychologique. Elle demande que tous les établissements agissent de concert pour mettre en place les mesures de sécurité et fournir les équipements de protection, s'il faut rouvrir en « physique ».

Le ministère ne peut ignorer le haut risque d'une telle réouverture : c'est pourquoi il faut un programme de tests massifs et gratuits s'il adopte cette solution.

Si les cours en ligne sont une alternative, l'ACT, tout en reconnaissant que c'est plus sécurisant, souligne les problèmes d'équipement et de connexion pour les personnels et les étudiants : c'est au gouvernement de fournir aux intéressés une solution globale.



L'ACT exige aussi que l'infrastructure informatique soit gratuite et garantie pour tous. « Les plans d'apprentissage "flexible" seront un échec et aboutiront à l'exclusion massive et à l'augmentation des inégalités sociales déjà existantes, si la question de l'accès n'est pas résolue ». Le syndicat revendique aussi une indemnisation pour éviter que les personnels et étudiants qui télé-travaillent paient de leur poche l'équipement et la connexion.

Cette exigence est partagée par le président d'une université de Manille, qui demande au gouvernement la gratuité comme remède à la fracture numérique. Il est aussi conscient de la situation financière des étudiants, des familles et même des enseignants : beaucoup ne pourront pas supporter le coût.

Les Philippines sont l'un des pays du monde où la population utilise le plus les réseaux sociaux. Le gouvernement aussi... pour réprimer les militants des droits humains et les syndicalistes, comme nous n'avait expliqué la journaliste militante Maria Ressa lors du 8e Congrès mondial de l'IE en juillet 2019 à Bangkok (cf. *BRS* n°508). Mais peu d'investissements ont été faits pour des ressources pédagogiques en ligne ou pour des sites spécialisés avec des contenus universitaires. De plus, les Philippines se connectent à internet très majoritairement via leur smartphone (173,2 millions de smartphones pour 108,8 millions d'habitants !), et n'ont pas d'ordinateur. L'accès à internet est aussi très inégalitaire : seulement 67% de la population ont une connexion.

Les syndicats étudiants déclarent que les cours en ligne ne seront pas suivis tant que le gouvernement ne peut assurer aux étudiants un accès à l'internet rapide qui leur permet de suivre. L'ACT dit la même chose pour les personnels : comment se passera l'enseignement sans infrastructure ? La réponse de Duterte n'est pas encore arrivée fin mai, tandis que des établissements sont censés continuer à fonctionner pendant le confinement qui dure encore dans ce pays.

https://newsinfo.inquirer.net/1282014/university-president-asks-govt-make-internet-computers-free-for-poor-students-and-teachers?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR1DpaR1mXDNgU0NbXTOaSEdRgTHga_pg2TzGZ-Dojv8jJDLr6w90Ydg12c#Echobox=1590582493



Portugal

Interview exclusive

Ils se sont mis à trois pour nous répondre, et nous les remercions vivement. Nos collègues portugais de l'OTC (*Organização dos trabalhadores científicos*), notre partenaire à la FMTS (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques) nous donnent des nouvelles de leur pays et de la situation de l'ESR portugais sous COVID19, mais aussi partagent avec nous leurs réflexions sur le « monde d'après ». Voici leurs noms : Frederico Carvalho, Président de l'OTC et vice-président de la FMTS, docteur en Sciences et Technologie Nucléaire (retraité) ; Mário Diniz, trésorier de l'OTC, membre de la Commission des finances de la FMTS, professeur à la Faculté de Sciences et Technologie de l'Université-Nova de Lisbonne; et Teresa Pinheiro, membre du CE de la FMTS, chercheuse permanente au Centre de Sciences et Technologies Nucléaires, Institut Supérieur Technique de l'Université de Lisbonne.

Donnez-nous un aperçu de la situation au Portugal depuis le début de la crise COVID19 jusqu'à aujourd'hui.

L'impact de la pandémie est énorme dans tous les secteurs d'activité. Rien ne sera à l'avenir comme avant. En tout cas pas avant quelques années. Des changements se produiront dans le travail et dans l'enseignement, entre autres activités.

Au niveau politique, ou bien il y aura un effort concerté (au niveau européen, dans notre cas) ou il ne sera pas du tout facile de rétablir le tissu socio-économique dans le moyen terme. Si un tel effort collectif et solidaire ne surgit pas, ce sera peut-être le début de la fin de l'Union Européenne. Là on peut craindre que tout soit beaucoup plus complexe et difficile à prévoir.

Les établissements d'enseignement de tous les niveaux ont fermé portes dès la mi-mars. Le secondaire a rouvert le 18 mai avec dédoublement de classes. Le préscolaire et les crèches posent beaucoup de problèmes chez l'opinion publique. Le gouvernement voudrait accélérer l'ouverture dans ces derniers pour que les parents retournent au travail.

Dans le grand Lisbonne, on assiste depuis une semaine à des éclosions d'infections dans des quartiers périphériques où un nombre important d'immigrés et autres travailleurs précaires vivent, souvent entassés, dans des logements aux conditions hygiéniques lamentables.

Quelques centaines de milliers de travailleurs et travailleuses sont au chômage et ne gagnent pas le nécessaire pour manger, Des institutions et groupes, établis ou récents, cherchent à apporter un soutien surtout alimentaire aux chômeurs et sans-abri mais aussi à un nombre considérable de travailleurs ou travailleuses qui ont été mis à pied par les patrons. Dans ces cas, les travailleurs conservent leur poste de travail, pour le moment, mais ont perdu 1/3 de leur salaire. Des 2/3 restants, la moitié est à la charge de l'État.

Beaucoup de celles ou ceux qui sont dans ces conditions vont grossir les files attente aux portes des locaux où l'on distribue des denrées alimentaires.

On doit souligner le fait que la grande majorité de la population a accueilli avec patience les importantes contraintes imposées par les autorités sanitaires et cherche à les respecter. Le respect de la règle d'or de la distanciation sociale n'est souvent pas possible, surtout dans les transports en commun. Lors du début de la phase de dé-confinement, début juin, les entreprises de transport ont été obligées de limiter le nombre de passagers à transporter. Elles n'ont toutefois pas augmenté le nombre de bus et la fréquence de passage. En conséquence, le matin et le soir il devient impossible de respecter ladite règle si on veut être à l'heure à son poste de travail. Ceci est un autre facteur, peut-être dominant, favorable à l'éclosion des infections signalées ci-dessus.

Le gouvernement organise chaque semaine une session de réflexion avec des médecins spécialistes en épidémiologie en présence aussi des autorités sanitaires, afin de faire le point des mesures prises et de celles à prendre ou à corriger. Les sessions sont toujours suivies d'une conférence de presse largement diffusée.

Les travaux de recherche ont été largement suspendus depuis la mi-mars. À présent ils sont en train d'être plus au moins repris graduellement, selon les besoins des différentes écoles et matières.

Il y a eu une certaine augmentation du financement de la recherche, mais uniquement pour les projets liés à la recherche sur Covid-19. On peut craindre que cette augmentation ne réduise le financement d'autres projets de recherche.

Vous nous avez envoyé des informations concernant l'engagement de l'ESR portugais face à la pandémie (cf. Fenêtre n°2). Cet engagement a-t-il été spontané, venu de la base, ou initié par les autorités ? Quel était son apport ? Pensez-vous qu'il sera reconnu pour améliorer les conditions de la recherche au Portugal ?

Au niveau académique, au début et assez rapidement, des initiatives spontanées se sont imposées majoritairement :

- Des initiatives individuelles ont pris corps dont le but authentique était la création de plus-values technologiques (surtout au niveau de la création de logiciels de reconnaissance et d'automatisation) ;
- Certaines équipes ou groupes de recherche ont voulu contribuer avec des connaissances spécifiques et de la technologie déjà installée (des équipements, matériaux, logiciels...) tout en redirigeant l'activité dans le sens des besoins du Système National de Santé (e. g. ventilateurs, tests Covid).

Plus tard, certaines de ces initiatives ont été utilisées par les institutions (toujours en peine de fonds) comme « étendard ». Les institutions ont financé en partie ces initiatives et des fonds publics spécifiquement destinés aux activités de recherche liées à la Covid-19 ont été débloqués par la Fondation pour la Science et la Technologie du Ministère de la Science.

Certaines entreprises, prises à l'étroit du confinement, ont pu soulager la situation d'étranglement financier en s'engageant dans des activités profitables, prenant avantage d'une capacité installée préexistante (par exemple : production de gel hydro-alcoolique ; fabrication textile reconvertie pour produire des combinaisons de protection ; l'industrie du moule a fabriqué des visières de protection, etc.).

L'espoir est mince que le présent effort de la communauté scientifique soit reconnu pour améliorer les conditions de la recherche au Portugal sur le moyen terme. Les groupes de plus grande dimension disposant d'une capacité instrumentale significative ont profité (et ont bien fait de profiter) du financement extraordinaire qui leur a été accordé, limité à une fenêtre temporelle assez courte. Ce financement n'est pourtant pas destiné à de nouveaux recrutements ni à maintenir ceux qui existaient. En fait la condition des précaires devient de plus en plus insoutenable.



Le Centre de Tests de la Faculté de Sciences de l'Université de Lisbonne (Ciências Ulisboa) est une infrastructure de R&D aujourd'hui entièrement dédiée à la mitigation de la COVID-19 par le dépistage du virus SARS-CoV-2 et tests immunologiques. Source: <https://ciencias.ulisboa.pt>

Quelle est aujourd'hui la situation des collègues, titulaires et précaires ?

Dans les institutions d'enseignement supérieur aussi bien que dans les laboratoires publics, enseignants et chercheurs, permanents ou précaires, sont appelés à travailler à distance (télétravail) ce qui implique, normalement, un effort supplémentaire important dans l'organisation du travail et un plus grand nombre d'heures de travail.

Les précaires boursiers ont maintenu leurs contrats sans altération de dates limites ; les précaires dans d'autres situations (dit « travail à reçu vert ») ont été mis à la porte. Dans les cas où le travail de laboratoire est indispensable, on pratique un régime de décalage.

Étant donné notre commun engagement de longue date pour la paix et le désarmement, quel est votre point de vue sur le vocabulaire guerrier utilisé par plusieurs chefs d'États et de gouvernements pour décrire la situation face à la pandémie ?

Il s'agit d'un discours politique qui atteint rapidement les « masses » (ces « masses » neutres et politiquement indifférentes dont parle Hannah Arendt) qui assimilent assez rapidement de nouvelles méthodes de propagande politique. Il est plus facile de faire passer un message de « mort ou conflit mortel » et la crainte d'une menace brutale, qu'un message de « conviction » ou « engagement humanitaire ». Le discours guerrier est préoccupant car selon les circonstances locales et la résilience des structures démocratiques, il peut ouvrir le chemin à la manifestation de tendances ou réflexes autoritaires (ou totalitaires, là où un appui de masses le permettrait) de la part des pouvoirs dominants.

Ce vocabulaire peut favoriser la résurgence ou le renfort de mouvements qui suivent ces modèles totalitaires et exploitent la peur ou la terreur comme arguments justifiant les limitations des libertés individuelles et l'affaiblissement des institutions démocratiques. Non moins préoccupant est le fait que ledit vocabulaire puisse servir à la grande finance et aux grandes entreprises multinationales comme instrument servant à faire accepter au monde du travail des sacrifices supplémentaires qui aggravent les inégalités sociales sans mettre en cause la tendance à l'accroissement de profits qui est, d'ailleurs, antérieure à la crise pandémique.

Quel est votre point de vue sur les différentes méthodes « intelligentes » de traçage ou surveillance des citoyens comme moyens de limiter la propagation de la COVID19 ?

Il y a, dans le cadre de la pandémie, des mécanismes en cours de développement, orientés vers la supervision des populations, qui ne mettent pas en cause les libertés individuelles et qui n'utilisent ni n'enregistrent de données personnelles. Ils s'avèrent de grande utilité dans le contrôle des mouvements des personnes (tout en maintenant l'anonymat et l'absence de registres sur des bases de données).

Il nous semble, toutefois, que si ces procédures comportent des risques, elles seront, après tout, bien moindres que ceux posés par l'usage des réseaux sociaux, la messagerie électronique, les achats en ligne ou Facebook. Il nous semble que, dans la généralité de ces différents cas, on souffre en Europe et dans le monde d'un important vide de législation qui doit réglementer ces applications.

En somme, les applications destinées à « suivre » le virus sont utiles en tant que mesure qui permet de contrôler sa dissémination. Il faut avoir l'assurance que l'information récoltée ne sera pas utilisée de façon abusive par les gouvernements ou par les instances qui gèrent l'information.

En tant que travailleurs scientifiques engagés, quel regard portez-vous sur la crise COVID19 du point de vue du Portugal et des relations internationales en général ?

Dans l'essentiel, le Portugal a bien réagi à la crise et a pu minimiser les effets de la pandémie. D'autres

pays ont, selon nous, réagi trop tard et créé des situations de crise sociale plus graves. Chez nous, on doit souligner le rôle de la communication sociale qui a su diffuser quotidiennement une information assez complète et claire concernant les mesures de contention préconisées par les autorités sanitaires et a souvent réussi à obtenir le concours de spécialistes qualifiés, médecins et autres travailleurs scientifiques.

Nous aimerions connaître vos réflexions et propositions pour « le jour d'après ».

Dans une large mesure, la situation post-Covid-19 reste une inconnue. Dès lors, on ne sait pas si (ou quand) un vaccin verra le jour. Là aussi il faudra que les organisations internationales et en particulier l'Union Européenne agissent dans le sens de garantir qu'un vaccin soit d'accès universel non soumis aux règles du marché, ni propriété d'une quelconque multinationale de l'univers *Big Pharma*. Il doit être un bien commun de l'humanité.

On assiste à des signes d'aggravation de tensions entre puissances qui ont ou manifestent des intérêts propres. Cet état de choses peut rendre les relations internationales entre certains pays plus compliquées avec des conséquences dont l'ampleur et la nature sont difficiles à estimer.

La question la plus difficile et, en même temps, douloureuse, est celle de comment surmonter la crise sociale et économique dévastatrice qui atteint déjà notre pays et le monde dans son ensemble. Il y en a qui parlent de la nécessité d'un nouveau « contrat social » comme le seul instrument capable de réduire les inégalités du monde actuel, qui ne sont pas d'aujourd'hui mais que la crise pandémique a aggravées en agissant comme un révélateur au sens photographique de maux que l'humanité et la planète subissent depuis de longues années.

La pandémie a aussi révélé deux questions importantes : le rôle de la science et des travailleurs scientifiques dans des situations critiques, et aussi le manque de ressources, humaines, matérielles et financières, dont souffre le système public de science et technologie. Ces deux aspects doivent constituer une motivation puissante au développement des actions revendicatives des travailleurs scientifiques. Nous devons en même temps chercher à gagner l'appui de nos concitoyens à ces causes qui sont entièrement justes et utiles à la société dans son ensemble.



Royaume-Uni

Université de Birmingham (UoB) : une rentrée rétrécie pour cause de COVID19

Les étudiants de l'université sont en colère et appellent à signer leur pétition. Le groupe de solidarité entre étudiants et personnels la diffuse sur son fil Twitter. C'est urgent, car le plan de l'université doit être examiné le 10 juin par son Sénat pour approbation et mise en place à partir de maintenant.

Que prévoit l'université ?

« Des diplômes en ligne », car « nous sommes obligés de réduire le nombre d'étudiants et de personnels » pour des raisons sanitaires. Mais pas de réduction des frais de scolarité demandés aux étudiants, qui s'insurgent car ils n'ont pas « signé pour des diplômes en ligne » : l'UoB prend au dépourvu.

« Moins de modules de cours », on parle de réduire l'offre de 39 à 12, donc moins d'options et une éducation à bas coût, loin de la formation par et pour la recherche que demandent les étudiants. Par ailleurs, si une telle réduction est prévue, comment sera dépensé l'argent restant ?

« Moins de postes » car les embauches seront gelées. Le syndicat UCU (*University College Union*), notre partenaire à l'IE, au CSEE et au HERSC, dit que des centaines de personnels en CDD risquent de perdre leur emploi, ce qui dévalorisera encore plus l'éducation dispensée par une université qui se veut « un leader mondial » (sic). Les premiers affectés, étudiants comme personnels, seront les plus vulnérables, par exemple en situation de handicap physique ou mental, ou provenant de milieux populaires.

L'UoB se plaint de perdre de l'argent, mais les pétitionnaires soulignent que l'année dernière elle avait 126 millions de £ dans ses caisses et 225 millions de £ investis en actions, plus 78 millions de £ investis cette année. Cela lui fait un matelas confortable pour ne pas s'écraser à cause de la crise.

Les pétitionnaires se plaignent des mesures prises unilatéralement. Mais se font des illusions : quelle université demanderait l'avis de ses étudiants et personnels pour rendre leur vie plus difficile ?

Pour les soutenir :

https://www.change.org/p/k-armour-bham-ac-uk-don-t-cut-our-courses-at-the-university-of-birmingham-5cd01f86-c051-4279-b561-d85e3853cd2f?recruiter=389206140&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=share_petition

